

POURQUOI LA BELGIQUE AIDE-T-ELLE LES PAYS DU SUD ?

Dossier réalisé en partenariat avec le Ministre de la Coopération au Développement

SUPPLÉMENT AU JOURNAL DES ENFANTS OCTOBRE 2008

Dans quelques jours, on vous proposera dans la rue, dans votre école d'acheter des cartes postales, des livres de cuisine ou un calendrier. L'argent récolté permettra de réaliser des projets qui améliorent la vie des enfants, des hommes et des femmes dans un grand nombre de pays. C'est ce que l'on appelle l'Opération 11.11.11.

Pendant toute l'année, la Belgique aide des pays en développement, tous situés dans l'hémisphère (la moitié) sud de la Terre.

Développement qu'est-ce que cela veut dire? Vous êtes nés dans un des pays les plus riches du monde. En grandissant, vous avez de fortes chances de recevoir une bonne alimentation, d'aller à l'école, d'avoir un logement, d'être bien soigné si vous êtes malade.

Tout le monde n'a évidemment pas la même chance. Sur cette planète où nous vivons tous, 35 000 enfants meurent chaque jour à cause du manque de nourriture, d'hygiène, de médicaments,...

Comme bien d'autres Etats, la Belgique emploie une partie de son revenu national brut (la richesse qu'elle produit) pour la coopération au développement. Actuellement, cette partie représente 0,5% du RNB, mais le gouvernement belge a décidé que d'ici 2010, cela représenterait 0,7%. Cet argent qui vient des impôts que nous payons s'ajoute à celui que les Belges donnent, s'ils le veulent, à des associations (comme Oxfam, Les Iles de Paix, Action Damien, 11.11.11...)

Le ministre belge de la Coopération au développement est responsable de l'efficacité de l'aide donnée par la Belgique aux pays du Sud. Si l'argent que la Belgique donne au pays du Sud est important, c'est encore plus important de bien l'utiliser pour qu'il aille là où les gens en ont vraiment besoin. Il s'agit du "rapport qualité/prix" pour que chaque euro que la Belgique donne, serve à améliorer la situation dans ces pays.

Plusieurs acteurs

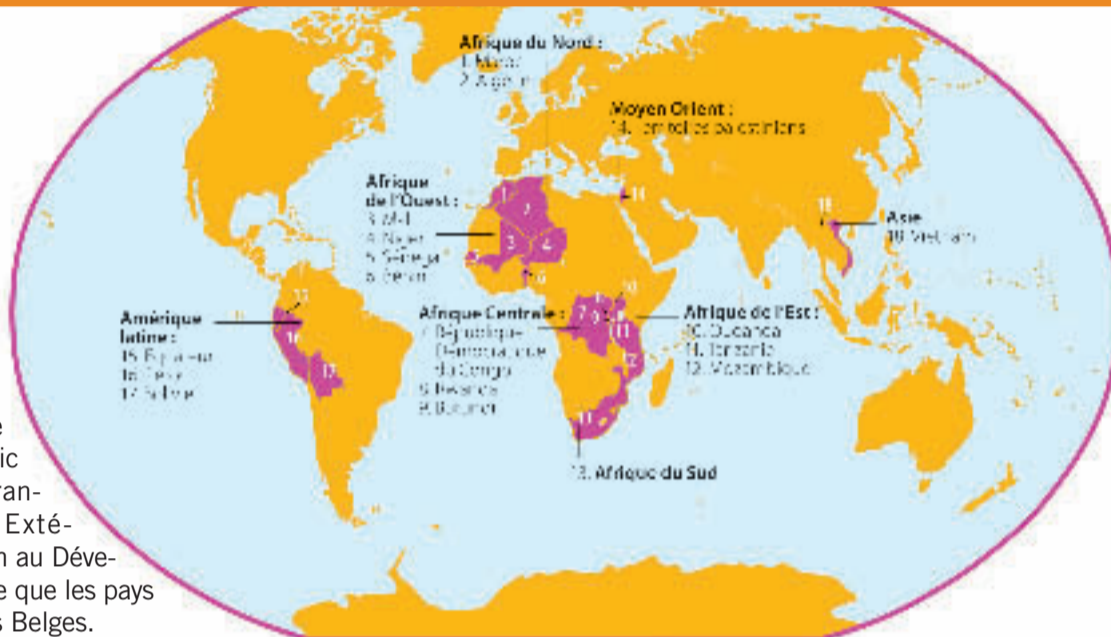
En Belgique, c'est la DGCD (Direction Générale de la Coopération au Développement) qui s'occupe des programmes de coopération. Elle dépend du service public fédéral des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération au Développement. Cela veut dire que les pays aidés le sont par tous les Belges.

- Que fait la DGCD ? D'abord, elle travaille directement avec les **gouvernements** de 18 Etats appelés des pays partenaires. Dix de ces pays font partie des PMA (pays les moins avancés) c'est-à-dire les plus pauvres de la planète. La DGCD aide ces gouvernements à réaliser des projets dans certains domaines : la santé, l'agriculture, l'enseignement, la protection de l'environnement, les droits des enfants, ...

- La DGCD travaille aussi avec des **ONG** (organisations non gouvernementales) qui s'occupent de développement, comme Oxfam, 11.11.11., les Iles de Paix,.... Elle aide ces ONG à financer (payer) les projets construits avec des associations du Sud et les animations, dans les écoles par exemple, pour faire comprendre les problèmes des pays en développement. Il arrive

aussi qu'elle aide des **universités** ou des **institutions scientifiques** (le Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren et l'Institut des Sciences naturelles, à Bruxelles, ...) à organiser des expositions et faire des recherches sur certaines maladies, par exemple.

- Elle aide aussi, comme beaucoup d'autres pays, de grandes **institutions** à réaliser leurs projets. Ce sont, par exemple, l'Union européenne, l'UNICEF (qui aide les enfants du monde), l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) qui essaye d'améliorer la santé de tous les habitants de la planète, le Comité international de la Croix-Rouge,...
- La DGCD donne aussi de l'argent pour réaliser, dans certains pays d'**Afrique** où les habitants souffrent de la faim, des projets qui essayent de trouver des solutions à long terme (pour longtemps), par exemple, la vaccination du bétail au Niger qui permettra aux éleveurs d'améliorer la santé des animaux, la production de lait, de viande,...
- Enfin, il arrive qu'une catastrophe naturelle (un tremblement de terre, des inondations, ...) se produise dans un pays ou qu'une guerre éclate, obligeant des habitants à quitter leur maison. La DGCD envoie alors de l'argent à ce pays (par l'intermédiaire d'associations comme la Croix Rouge, l'Unicef,...) pour fournir de la nourriture, de l'eau, des médicaments, ... C'est ce qu'on appelle l'**aide humanitaire**.



L'enseignement, une priorité pour tous

Comme bien d'autres Etats, la Belgique emploie une partie de son revenu national brut (la richesse qu'elle produit) pour la coopération au développement. Actuellement, cette partie représente 0,5% du RNB.

REDACTION

Textes : Catherine Moreau
Graphisme : Olagil
Editeur responsable : Pascal Belpaire
Le Journal des Enfants, Route de Hannut, 38
5004 Bouge (Namur)
www.lejournaldesenfants.be

Info : www.dgcd.be

18 PAYS PARTENAIRES :

Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Bolivie, Burundi, Equateur, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Ouganda, Pérou, RD du Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Territoires palestiniens, Vietnam.

SOMMAIRE

VERS LA FIN DE LA FAIM	2
DE MEILLEURES BANANES	2
PLUS DE DROITS POUR LES ENFANTS	3
PROTÉGER LA SANTÉ DE LA TERRE ET CELLE DE SES HABITANTS	4

VERS LA FIN DE LA FAIM

En 2000, l'Organisation des Nations-Unies, rassemblant la plupart des pays du monde, s'est donné des objectifs (des buts) à atteindre d'ici 2015. Le premier: diviser par deux le nombre d'habitants extrêmement pauvres sur cette planète.

Être extrêmement pauvre, cela veut dire vivre avec moins de 84 centimes d'euros par jour. C'est le cas pour presque un milliard de personnes sur la Terre. La coopération belge au développement apporte son aide à beaucoup de projets qui veulent changer cette situation, notamment dans le domaine de l'agriculture (la culture et l'élevage).

Un système plus juste au Vietnam

Dans cinq provinces du nord du Vietnam, le lait était récolté chez les éleveurs de vaches puis versé dans une cuve à l'usine de traitement. S'il n'était pas de bonne qualité, tous les éleveurs recevaient une amende. La Belgique a envoyé de l'argent pour un projet construit avec les responsables politiques de l'agriculture au Vietnam. Désormais, chaque éleveur apporte le lait dans un centre où des appareils électroniques contrôlent la qualité. Il est ensuite payé selon la qualité du lait qu'il a apporté et reçoit les résultats des contrôles. Des spécialistes lui donnent aussi des conseils pour soigner les vaches et les garder en bonne santé.

© (BTC)



En soignant les animaux, on lutte contre la famine.

Plus d'animaux vaccinés au Niger

Un autre projet est réalisé au Niger où 88% de la population vit grâce à l'élevage des animaux. La coopération belge aide un projet lancé par l'ONG (organisation non gouvernementale) Vétérinaires sans frontières et une ONG nigérienne, Karkara. Dans le département (province) de Daroko, un service vétérinaire a été installé dans un bâtiment. Les éleveurs peuvent venir soigner et faire vacciner (donner un produit fabriqué à partir d'un microbe pour ne pas attraper la maladie causée par ce microbe) leurs animaux (vaches, chèvres, zébus,...). Dans beaucoup de villages, un habitant qui a été nommé responsable de l'élevage, vient régulièrement demander des conseils ou chercher des médicaments pour le bétail. Grâce à ce système, en quatre ans le nombre d'animaux vaccinés a été multiplié par dix.

Au Niger, 88% de la population vit grâce à l'élevage des animaux.



© (DGOS)

"Ils ont moins de maladies et produisent beaucoup de lait, explique un éleveur. Avec l'argent que j'ai gagné, j'ai même pu acheter un cheval et une charrette".

35.000 enfants meurent chaque jour à cause du manque de nourriture ou de soins.

Presque 1 milliard de personnes vivent avec moins de 84 centimes par jour.

De meilleures bananes

Savez-vous quel est l'aliment le plus consommé par 400 millions de personnes en Afrique centrale? C'est la banane.

Dans la région des Grands Lacs (Congo, Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie), la plus peuplée d'Afrique centrale et orientale, les plantations de bananes occupent le quart de la surface du sol! Les habitants utilisent certaines variétés comme légumes (ce sont les "bananes plantains" qui sont cuites ou rôties); d'autres, comme fruits; ils les emploient aussi pour préparer de la bière, des biscuits, des biscottes; les fibres de certaines variétés servent aussi à fabriquer des tissus, des chaussures ou des paniers.

Autrefois, après la récolte on ne replantait pas partout, on laissait certaines terres se reposer pour que le sol se recharge en éléments nutritifs (qui le nourrissent). Mais comme le nombre d'habitants a fort augmenté, les agriculteurs sont obligés de planter des bana-

niers chaque année sur des sols moins fertiles. Les arbres qui y poussent donnent moins de fruits et risquent d'être détruits par des maladies. De plus, certaines plantations ont été abandonnées à cause des guerres.

La coopération belge finance (paie) des centres de recherche agricoles. Ceux-ci aident les paysans à replanter des bananes dans certaines zones, cherchent des variétés de bananiers plus résistantes aux maladies,...

Aider des paysans du Congo

Quand une population meurt de faim à cause de la guerre ou de catastrophes naturelles (sécheresse, inondations,...), elle reçoit de la nourriture du PAM (Programme alimentaire mondial), qui dépend de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). Une partie de cette nourriture vient du surplus (ce qui a été produit en trop) surtout en Amérique. Le résultat, c'est que la population qui reçoit cette nourriture s'habitue à manger autre chose : du pain, par exemple, dans des régions où on n'en produit pas. Et que les petits paysans de la région ne peuvent plus, alors, vendre leurs produits.

La Belgique a demandé au PAM d'acheter du maïs et des haricots à des paysans dans le Nord Kivu et l'Ituri (dans l'Est du Congo). Et, avec l'ONG les Iles de Paix, la coopération belge a acheté deux moulins pour permettre aux paysans de vendre de la farine de maïs (du maïs transformé en poudre). Les habitants l'emploient pour préparer le fofou (une pâte qu'ils mangent avec de la viande, du poisson ou des légumes).



© SXC.HU

PLUS DE DROITS POUR LES ENFANTS

Beaucoup de projets financés par la coopération belge concernent des enfants. C'est normal : la Belgique, comme beaucoup d'autres pays, a signé la Convention des Droits de l'Enfant.

Cela n'a évidemment pas été facile de mettre tous ces pays d'accord car on vit et on pense différemment sur les cinq continents. Que dit-elle, cette Convention ? Notamment qu'un enfant doit vivre ou avoir des contacts avec ses deux parents, avoir une éducation, être soigné, être protégé surtout s'il est fragile (parce qu'il est handicapé, vit dans une région en guerre ou qu'il a été obligé de quitter son pays,...), qu'il ne peut pas être obligé de travailler ou d'être soldat, ...

Renvoyer les jeunes mineurs à l'école

Chez nous, on trouve normal qu'un enfant puisse avoir ces droits mais dans certains pays, ce n'est pas si facile. En Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, des enfants qui ont parfois moins de 10 ans travaillent parce que leurs familles sont dans la misère et que leur salaire est indispensable pour vivre. Interdire leur travail ce serait condamner leur famille à une misère encore plus grande. Alors que faire ?

Il y a 30 ou 40 ans, à Kalukuluku et à Ruashi, dans le sud de la province du Katanga (en République Démocratique du Congo), des entreprises extra-

yaient (retiraient du sol) l'hétérogénéité, un mélange de cuivre et de cobalt (deux métaux). A cause des guerres notamment, ces entreprises ont fermé et des dizaines de milliers d'habitants des villages des environs ont perdu leur emploi. Des familles se sont mises à creuser des galeries dans le sol avec des pelles et des pioches. Des enfants qui ont parfois moins de 7 ans y travaillent sans protection (casque,...) et y respirent un air pollué. Les familles vendent les minerais à des marchands qui les revendent à des entreprises.

La coopération belge a donné 325 500 euros à l'organisation non gouvernementale One. Grâce à cette somme, One a pu retirer 500 enfants de ces mines. Les plus jeunes vont à l'école, les plus de 15 ans vont apprendre un métier. Et l'ONG essaie ainsi de persuader les responsables des entreprises de la région de ne pas faire travailler des enfants.

Et les enfants-soldats dans leur région

En signant la Convention des Droits de l'Enfant, de nombreux pays se sont engagés à ne pas accepter que des enfants deviennent des soldats. Mal-



Beaucoup d'enfants doivent travailler et ne peuvent pas aller à l'école

© (UNICEF Giacomo Pirozzi)

La coopération belge a donné 325 500 euros à l'organisation non gouvernementale One. Grâce à cette somme, One a pu retirer 500 enfants de ces mines. Les plus jeunes vont à l'école, les plus de 15 ans vont apprendre un métier.

heureusement, ils ne tiennent pas toujours leurs engagements. Il arrive que des enfants devenus orphelins à cause de la guerre ou de la maladie de leurs parents ne puissent être recueillis par un autre membre de la famille ou une institution. Ils se retrouvent dans la rue sans logement, sans nourriture,... Dans des camps militaires, ils reçoivent de la nourriture en

échange de petits services, porter des munitions (des cartouches, des balles, des bombes, ...) par exemple, puis ils finissent par être engagés dans l'armée. Des milices (des troupes qui remplacent l'armée régulière d'un pays) enlèvent des enfants dans des villages pour en faire des soldats.

Au mois de février, la Belgique a dit devant le Conseil de Sécurité de l'ONU qu'elle refuse que des enfants combattent lors de guerres. Elle a aussi demandé que les groupes ou les personnes qui engagent ainsi des jeunes de moins de 18 ans soient punis par un tribunal. Et elle donne aussi de l'argent à un projet de l'Unicef dans la région des Grands Lacs en Afrique. 350 enfants des provinces de Gisenyi et de Ruhengery au Rwanda qui avaient été recrutés par des troupes opposées au gouvernement ont été capturés et renvoyés et pris en charge dans leur village d'origine. D'autres projets sont aussi soutenus au Congo pour permettre aux anciens enfants soldats de réintégrer leur communauté et retrouver une vie normale.

BONJOUR SE DIT :

Buenos días en espagnol (parlé en Bolivie, au Pérou et en Equateur)
Mbote en lingala (Congo)
Salam en arabe du Maroc, d'Algérie et des territoires palestiniens
Muraho, en rwandais
Salamalekoum en wolof (parlé au Sénégal)
Habari en swahili (Tanzanie)
Hello, en Afrique du Sud
Mi kwabo, au Bénin,
Ani sogomen au Mali
Olà, en portugais (au Mozambique)
Ina kwana au Niger
Jambo ou salama en Ouganda
Xin chào en vietnamien

Au mois de février, la Belgique a dit devant le Conseil de Sécurité de l'ONU qu'elle refuse que des enfants combattent lors de guerres. Elle a aussi demandé que les groupes ou les personnes qui engagent ainsi des jeunes de moins de 18 ans soient punis par un tribunal.



© (UNICEF Giacomo Pirozzi)

Des enfants sont recrutés de force dans l'armée ou les milices

CAMPAGNE MAINS ROUGES

Si vous trouvez insupportable que des enfants doivent participer à la guerre des adultes, vous pouvez participer à la campagne "Les mains rouges" lancée par plusieurs associations. Vous dessinez le contour de votre main sur une feuille de papier, ou vous la plongez dans de la gouache rouge avant de la mettre sur la feuille. Vous laissez sécher et vous envoyez cette feuille avant le 31 décembre à la Coalition belge contre l'utilisation d'enfants soldats, 98, Italielei à Anvers ou www.enfant-soldat.be. L'ensemble des Mains rouges du monde entier sera remis à l'ONU le 12 février 2009.

PROTÉGER LA SANTÉ DE LA TERRE ET CELLE DE SES HABITANTS

Un autre but que la Belgique et bien d'autres pays voudraient atteindre pour 2015, c'est diminuer le nombre d'enfants qui meurent avant l'âge de 5 ans.

L'accès à l'eau est menacé par les changements climatiques

Il existe notamment une maladie qui, dans les régions tropicales humides, tue un enfant toutes les 30 secondes: c'est la malaria que l'on appelle aussi le paludisme. Ce qui transporte cette maladie, c'est la femelle d'un moustique minuscule appelé l'anophèle. Pendant la nuit, cet insecte pique sa victime qui, après une ou deux semaines, se met à avoir de la fièvre, à vomir et devient de plus en plus faible. Il existe bien un médicament, la quinine, mais le parasite qui produit la malaria lui résiste souvent. Pour diminuer les conséquences de cette très méchante maladie, il faut notamment soigner les personnes atteintes le plus vite possible, assainir (rendre propres) les eaux stagnantes (qui ne coulent pas),... La coopération belge a demandé à l'Institut de médecine tropicale (un institut de recherche à Anvers, spécialisé dans les maladies de ces régions) d'aider le Vietnam à trouver des solutions pour combattre cette maladie.

Des soins gratuits au Pérou

Un autre projet auquel la Belgique a participé a permis à des millions d'habitants du Pérou d'être soignés gratuitement. Ce pays a créé un système d'assurance maladie pour les plus pauvres. Ils peuvent être soignés gratuitement en cas de maladie ou d'accident, aller à l'hôpital, recevoir des médicaments, passer des examens pour voir s'ils sont en bonne santé et recevoir des vaccins contre certaines maladies.

Le réchauffement de la planète, vous en avez certainement entendu parler. Les conséquences, ce seront surtout les habitants des pays du Sud qui les subiront. Certains gaz, comme la vapeur d'eau et

le dioxyde de carbone (CO2) présents dans l'atmosphère (couche d'air qui entoure la Terre) empêchent la chaleur de la Terre de s'échapper vers l'espace. C'est ce que l'on appelle "l'effet de serre". A cause des gaz rejetés par nos voitures, nos usines, la quantité de gaz présents dans l'atmosphère augmente. Du coup, ces gaz retiennent plus de chaleur près de la Terre et l'effet de serre augmente. Pour cette raison, des scientifiques prévoient que la température moyenne de la Terre montera de plusieurs degrés d'ici 2100.

Ces quelques degrés en plus vont bouleverser le climat à travers le monde. Les effets de ce changement climatique, on les ressent déjà dans les pays du Nord mais ce sont malheureusement surtout les pays du sud qui en subissent les conséquences les plus importantes : dans certaines régions, il y a moins d'eau disponible, ce qui augmente la sécheresse et la désertification (la terre qui devient un désert). Par exemple, le Sahara s'étend chaque année obligeant des habitants à quitter leur région pour aller s'installer dans des villes déjà surpeuplées. A cause du changement climatique, il y a également moins de nourriture disponible et plus de famines. Dans d'autres régions par contre, le changement climatique fait qu'il y a plus de pluies et cela cause des inondations qui détruisent les habitations, les champs, les écoles, les hôpitaux.

La coopération au développement aide les pays du sud à lutter contre les changements climatiques et à réagir, par exemple en utilisant mieux l'eau pour les cultures, en construisant des bâtiments qui sont résistants aux inondations.



Au Congo se trouve une des plus grandes forêts tropicales du monde. On l'appelle même "le deuxième poumon de la planète". Normal : chaque m² de bois d'une forêt en croissance absorbe 250 à 500 kg de CO2.

De l'eau pour 40 000 personnes au Mali

Au Mali, le fonds belge de survie a financé avec d'autres associations belges et maliennes un projet dans le delta du Niger. Il s'agissait de permettre à 40 000 habitants de la région de Mopti de pouvoir utiliser de l'eau potable (bonne à boire) et d'avoir de l'eau pour irriguer (arroser) leurs cultures. 22 puits ont été creusés, 22 points d'eau, des équipements sanitaires (WC, lavoirs,...) ont été installés et des canaux creusés pour irriguer mille hectares de terres.



La coopération au développement aide les pays du sud à lutter contre les changements climatiques et à réagir, par exemple en utilisant mieux l'eau pour les cultures, en construisant des bâtiments qui sont résistants aux inondations.



© (sxc.hu)

Un poumon vert à protéger au Congo

On dit souvent qu'en absorbant le CO2, les arbres diminuent le réchauffement du climat et leurs racines aident l'eau à s'infiltrer (pénétrer) dans le sol plutôt que de ruisseler (couler).

Au Congo se trouve une des plus grandes forêts tropicales du monde. On l'appelle même "le deuxième poumon de la planète". Normal : chaque m² de bois d'une forêt en croissance absorbe 250 à 500 kg de CO2.

Pourtant cette forêt est menacée. Certaines populations, qui ont dû quitter leur région à cause de la guerre, s'y sont installées et y ont coupé de nombreux arbres pour avoir de l'espace pour cultiver la terre, élever des animaux et pour récupérer le bois pour cuire les aliments.

Pour mieux faire connaître cette forêt très utile, la coopération belge a organisé une conférence réunissant des spécialistes de plusieurs pays pour discuter de ce qu'il fallait faire pour protéger cette forêt. Elle donne aussi de l'argent au Musée royal de l'Afrique centrale (à Tervuren) et l'Institut des Sciences naturelles pour qu'ils organisent des expositions et fassent des recherches sur cette forêt.

Un autre projet réalisé avec l'association WWF (le fonds mondial pour la nature) a été la distribution aux familles des villages installées dans la forêt de Mayombé (dans le Bas Congo) de petits arbres produisant du bois à feu qu'ils peuvent planter à certains endroits.

Info : www.dgcd.be